a) De modifier les recommandations du Comité d'experts conformément aux propositions figurant dans son rapport sur sa septième session et de publier les amendements ainsi adoptés sous forme de supplément aux recommandations;

b) De diffuser le supplément susmentionné aux gouvernements des Etats Membres, aux institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi qu'aux autres organisations internationales intéressées;

c) De prendre les mesures nécessaires au niveau du Secrétariat pour que les travaux devant être accomplis au titre du programme de travail proposé par le Comité d'experts puissent être préparés;

d) De convoquer des réunions du Comité d'experts et de ses organes subsidiaires compte tenu du programme de travail;

e) De publier le glossaire illustré dans les versions anglaise et française approuvées par le Comité d'experts, ainsi qu'en espagnol, en russe et en chinois;

4. *Invite* les gouvernements des Etats Membres, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales intéressées à communiquer au Secrétaire général les observations qu'ils désireraient présenter sur les recommandations modifiées et à lui faire savoir, si possible dans un délai de six mois après réception du supplément contenant les amendements adoptés par le Comité d'experts, dans quelle mesure les recommandations seront appliquées.

1854^e séance plénière
4 mai 1973

1745 (LIV). Peine capitale

Le Conseil économique et social,

Rappelant l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui affirme que tout individu a droit à la vie,

Rappelant ses résolutions 934 (XXXV) du 9 avril 1963, 1574 (L) du 20 mai 1971 et 1656 (LII) du 1^{er} juin 1972, ainsi que les résolutions 1396 (XIV), 2393 (XXIII), 2857 (XXVI) et 3011 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date des 20 novembre 1959, 26 novembre 1968, 20 décembre 1971 et 18 décembre 1972, qui témoignent de l'intérêt constant que l'Organisation des Nations Unies porte à l'étude de la question de la peine capitale et de son désir de promouvoir, dans ce domaine également, le respect intégral de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Ayant examiné le troisième rapport du Secrétaire général sur la peine capitale¹³,

Notant avec satisfaction qu'un grand nombre d'Etats Membres ont récemment fourni au Secrétaire général les renseignements demandés dans la résolution 2393 (XXIII) de l'Assemblée générale¹⁴,

Notant cependant qu'il est difficile, en dépit des renseignements actuellement disponibles, de dresser un tableau complet de la situation, des tendances et des garanties actuelles concernant la peine capitale,

Convaincu que des études fondées sur des bases scientifiques sont nécessaires pour améliorer la connaissance et la compréhension actuelles de la peine capitale et pour déterminer quels autres travaux l'Organisation des Nations Unies pourrait accomplir dans ce domaine, y compris des études englobant : une nouvelle définition des crimes passibles de la peine capitale; la restriction des catégories et des formes de crimes passibles de la peine capitale; la promotion à l'échelon interrégional d'études portant sur des groupes de pays ayant des systèmes juridique, social et économique similaires et un niveau de développement économique et social comparable; la promotion d'études par pays en vue de déterminer la situation financière et sociale et le niveau d'instruction des personnes exécutées et de celles qui ont été condamnées mais non exécutées au cours des deux dernières décennies dans les Etats où la peine capitale n'a pas été abolie,

1. *Réaffirme* que le principal objectif à poursuivre consiste à réduire progressivement le nombre de crimes passibles de la peine de mort, l'objectif souhaitable étant l'abolition de cette peine;

2. *Note avec satisfaction* que, depuis la publication du deuxième rapport du Secrétaire général¹⁵, la peine capitale a été abolie dans six pays;

3. *Considère* comme d'autres signes positifs sur la voie de l'abolition de la peine capitale le fait que, dans les pays où elle existe encore, elle est généralement considérée comme une mesure exceptionnelle qui, dans la plupart des cas, n'a pas été appliquée depuis longtemps, et la réduction progressive, dans ces pays, des crimes de droit commun pour lesquels cette peine est ou peut être imposée;

4. *Se déclare profondément préoccupé* par le fait que des méthodes d'exécution plus sévères aient été occasionnellement adoptées, faisant appel par exemple à la torture ou aux coups, quels que soient le lieu ou les circonstances dans lesquels ces méthodes ont été appliquées;

5. *Invite* le Secrétaire général à présenter tous les cinq ans au Conseil économique et social, à partir de 1975, un rapport analytique périodique à jour;

6. *Invite* les Etats Membres, de manière que les futurs rapports quinquennaux puissent être fondés sur tous les renseignements disponibles :

a) A inclure dans les rapports périodiques qu'ils présentent en application de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 1968, toute autre modification de la situation actuelle en ce qui concerne la peine capitale et les garanties accordées à cet égard;

b) A informer le Secrétaire général de toute nouvelle recherche réalisée par des institutions nationales qualifiées ainsi que de toute mesure prise par les gouvernements en vue de promouvoir la recherche dans ce domaine;

7. *Invite* le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance à examiner le troisième rapport du Secrétaire général, en faisant appel également à l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale et aux instituts régionaux de défense sociale, et à présenter au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-huitième session, par l'intermédiaire

¹³ E/5242 et Add.1.

¹⁴ ST/SOA/118 et Add.1 et 2.

¹⁵ Voir *La peine capitale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.67.IV.15), partie II : "Faits nouveaux de 1961 à 1965".

des commissions techniques pertinentes, des observations et des recommandations afin d'encourager, à l'échelon international et national, une meilleure compréhension des problèmes que pose actuellement la peine capitale.

1855^e séance plénière
16 mai 1973

1746 (LIV). Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1581 A (L) du 21 mai 1971 et 1667 (LII) du 1^{er} juin 1972, dans lesquelles il a reconnu l'importance d'apporter aux structures sociales et économiques les modifications adéquates pour réaliser le progrès et le développement dans le domaine social et, à cette fin, a estimé approprié d'étudier l'expérience que possèdent les divers pays du monde dans ce domaine,

Ayant étudié le rapport du Secrétaire général¹⁶ établi sur la base des réponses des gouvernements à son questionnaire sur l'expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social,

Notant que les progrès dans le domaine social ont été réalisés grâce aux efforts des gouvernements ainsi qu'à des efforts de caractère bénévole et coopératif, et que ces transformations sont fondées sur une base démocratique,

Reconnaissant que la grande diversité des niveaux de croissance économique et les différences entre les régimes politiques, les cultures et les aspirations des Etats Membres influent nécessairement sur la mesure dans laquelle il est possible d'utiliser l'expérience acquise par chacun des Etats Membres,

Considérant que les peuples, qui s'efforcent de réaliser les objectifs du progrès social et du relèvement du niveau de vie, placent de plus en plus leurs espoirs dans les mesures prises par l'Etat et dans la participation active de la population au processus des transformations sociales, de manière à atteindre les objectifs indiqués en faveur de la population tout entière et en particulier des travailleurs,

Partageant l'inquiétude des gouvernements de nombreux pays devant le rythme insuffisant de leur développement économique et social, qui est souvent freiné par les structures économiques et sociales existantes, ainsi que par l'absence de coopération internationale efficace et par les ingérences extérieures dans les affaires intérieures des Etats,

Conscient que le renforcement de l'indépendance nationale et la réalisation des objectifs ultimes du progrès social dépendent essentiellement de transformations internes fondamentales d'ordre social, visant à renforcer l'indépendance nationale, à démocratiser la société et à améliorer les structures sociales et économiques, et de la réaffirmation du principe de l'inadmissibilité de l'ingérence extérieure sous quelque forme que ce soit, y compris l'ingérence de sociétés multinationales,

Rappelant la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social¹⁷, dans laquelle il est recommandé que les pays exécutent des transformations et des réformes de structure fondées sur les principes démocratiques et en particulier que, conformément à l'article 2 de cette déclaration, le progrès et le développement dans le domaine social soient fondés notamment sur le respect de la dignité et de la valeur de la personne humaine et sur la reconnaissance et la mise en œuvre effective des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels sans aucune discrimination,

Déplorant la persistance de la misère, de l'analphabétisme, de la maladie, des mauvaises conditions de logement et des inégalités sociales et reconnaissant la responsabilité nationale et internationale que représente l'élimination de ces fléaux,

Considérant que les buts et les objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement¹⁸ seront atteints si tant les pays développés que les pays en voie de développement réalisent des transformations structurelles et sociales progressives de leurs sociétés respectives,

Considérant en outre que les efforts des pays en voie de développement pour réaliser des transformations de grande portée dans le domaine social et économique exigent des pays développés qu'ils s'acquittent de leurs obligations à l'égard des pays en voie de développement,

1. *Remercie* le Secrétaire général de son rapport, qui reflète les divers moyens d'atteindre le but visé, à savoir réaliser des transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social;

2. *Souligne* la grande importance de transformations internes fondamentales, sociales et économiques, de caractère démocratique, visant à garantir l'indépendance nationale et à relever au plus vite le niveau de vie de la population;

3. *Juge* de son devoir de contribuer à la mise en œuvre des dispositions de l'alinéa b de l'article 18 de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, tendant à la promotion des réformes sociales et de la réforme des institutions sur une base démocratique et à l'encouragement donné à la volonté de changement, facteurs qui sont essentiels pour éliminer toutes les formes de discrimination et d'exploitation et qui sont de nature à accélérer le progrès social et économique, et appelle l'attention des gouvernements sur cette recommandation;

4. *Recommande* que des mesures appropriées soient prises à tous les niveaux pour que la population entière, y compris les travailleurs, participe plus activement à la production, à l'élaboration et à l'application de politiques et de programmes de développement économique et social en vue de réaliser des transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social, en tenant compte de l'expérience acquise par les autres gouvernements dans ce domaine;

5. *Recommande en outre* que le Secrétaire général poursuive, en consultation avec l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, l'étude de l'expérience qu'ont acquise les divers pays dans la réalisation des transformations fondamentales, sociales

¹⁶ E/CN.5/478 et Add.1 à 3.

¹⁷ Résolution 2542 (XXIV) de l'Assemblée générale.

¹⁸ Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale.